

L'étrange disparition de l'Etat canadien du débat sur la grève étudiante

lundi 18 juin 2012, par [GRAVELINE Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2012).

Alors que depuis des mois cette crise occupe au Québec tous les esprits, tout l'espace médiatique et la quasi-totalité des débats à l'Assemblée nationale, alors que les médias du monde entier se penchent sur le « printemps québécois », alors que des manifestations d'appui se déroulent de Paris à New York et du festival de Cannes aux rues d'Hollywood ...

Pas une seule déclaration du Premier ministre canadien ni d'aucuns de ses ministres ; pas une seule allusion au conflit de la part de Bob Rae et des libéraux fédéraux, pas un commentaire de Thomas Mulcair et des députés du NPD, prétendant pourtant représenter la gauche québécoise mais tous trop occupés à jouer à l'autruche en s'enfonçant la tête dans les sables bitumineux de l'Alberta et pas une seule intervention du Bloc québécois sur ce sujet !

Pas une seule référence non plus au gouvernement fédéral dans la bouche de Jean Charest ou de l'un ou l'autre de ses ministres à l'occasion de cette crise, pas un traître mot pouvant laisser croire que l'État canadien a une responsabilité dans cette crise ni de Pauline Marois, ni de François Legault, ni d'Amir Khadir, ni de Jean-Martin Aussant ! [1]

Dans les manifestations, pas une pancarte, pas un slogan qui s'adresse à l'État canadien ou au gouvernement fédéral ! Pas un seul drapeau du Canada mais une myriade de drapeaux du Québec ou même des Patriotes !

Du côté des divers protagonistes, recteurs d'universités, directeurs de cégeps [2], chambres de commerce, associations étudiantes, mouvement syndical, commentateurs et faiseurs d'opinion de tout acabit, à de rarissimes exceptions, le même silence assourdissant, la même amnésie collective !

Disparu des écrans radars l'État canadien ! Envolé vers une autre galaxie loin de chez nous ! Volatilisé !

Nous pouvons nous réjouir jusqu'à un certain point de cette situation.

Quel témoignage plus éloquent, en effet, du sentiment profond d'identification de nos concitoyens à la nation québécoise ! Marginal au début de la Révolution tranquille, minoritaire lors du référendum de 1980 et à peine majoritaire lors de celui de 1995, ce sentiment d'appartenance atteint aujourd'hui le niveau inégalé de 70% chez les francophones, de 77% chez les 18-24 ans et, manifestement, il frôle les 100% chez les manifestants !

Cette adhésion croissante à l'identité nationale québécoise nous conduit naturellement à considérer l'État québécois comme notre seul État national, celui vers lequel chacun tourne les yeux quand vient le temps de faire les choix déterminants pour notre avenir.

Débatant de la crise financière de nos universités, qu'il s'agisse d'en analyser les causes ou d'en imaginer les solutions, il ne vient plus à l'idée de personne, semble-t-il, de se tourner, ne serait-ce qu'un instant, vers l'État canadien.

Illustration réjouissante du renforcement de notre identité nationale certes, mais témoignage aussi, j'en ai peur, du cul-de-sac politique dans lequel le Québec s'est enfermé, de notre impuissance collective à nous penser comme des libres citoyens d'une nation qui maîtriserait tous ses pouvoirs et toutes ses ressources et, je le constate avec tristesse, témoignage tragique des œillères provincialistes de nos partis et de nos leaders dits « souverainistes »

Car l'État canadien, ne nous en déplaise, existe toujours, en réalité plus fort que jamais. En éducation, comme dans tous les domaines, ses décisions pèsent lourd. Elles limitent, contraignent, déterminent notre liberté de faire des choix.

Car d'où vient donc le sous-financement de notre réseau universitaire ? Chacun fait mine de l'oublier mais ce sous-financement origine de la décision unilatérale du gouvernement canadien, prise en 1994-1995, de réduire de 50% les transferts fédéraux aux provinces pour l'éducation post-secondaire.

Pendant des années, les recteurs des universités ont imputé le sous-financement de leurs institutions à cette décision fédérale et ont tenté de la renverser. On a même vu se constituer il y a quelques années un front commun des universités, des associations étudiantes et du gouvernement du Québec dans ce dossier.

Mais, constatant le peu de combativité du gouvernement Charest et évaluant que l'arrivée au pouvoir des conservateurs leur enlevait tout espoir à cet égard, les recteurs des universités québécoises ont finalement décidé d'adopter la même stratégie que celle des universités canadiennes : refiler la plus grande partie possible de la facture aux étudiants et, pour justifier ce geste, leur imputer la responsabilité du sous-financement.

Et chacun, du premier ministre aux éditorialistes, de reprendre en chœur ce nouveau refrain ...

Oubliée donc la responsabilité de l'État canadien dont les compressions en éducation postsecondaire se traduisent pourtant, selon les estimations conservatrices du ministère des Finances, par un manque-à-gagner de 800 millions de dollars par année pour le Québec.

De quoi non seulement combler les besoins des universités, mais faire un pas significatif vers la gratuité scolaire en réduisant de 200 millions les droits de scolarité et les autres frais qu'on demande aux étudiants d'assumer.

Et, depuis quatre mois que dure la crise, il ne s'est trouvé aucun leader dit souverainiste, pour rappeler aux Québécois ce « détail ».

On doit être littéralement mort de rire dans les officines de l'État canadien.

Et nous voilà depuis quatre mois à s'entre-déchirer entre Québécois sur les 250 millions de dollars de nouvelle hausse que notre État veut imposer aux étudiants et à chercher des solutions « provinciales » au conflit : ne pourrait-on étaler la hausse sur sept ans, 10 ans, pourquoi pas 15 ans ? Ou alors couper dans tel ou tel crédit fiscal, voire, ô horreur, augmenter encore les impôts de la classe moyenne, ou que sais-je encore ?

Enfermés dans notre provincialisme, non seulement nous oublions la responsabilité de l'État canadien dans l'origine de la crise, mais nous ne considérons même pas, dans notre recherche désespérée de solutions pour sortir de cette crise, les impôts et les taxes que nous versons à cet État !

Que représentent les 250 millions de dollars d'augmentation que nous exigeons de nos étudiants

pour assurer le financement de nos universités ?

Eh bien, cela représente à peine un demi de un pour cent des quelque 50 000 millions de dollars que nous versons chaque année, citoyens et entreprises du Québec, à l'État canadien et sur lesquels, minoritaires impuissants, nous n'avons pas notre mot à dire.

50 000 millions dont 4 500 millions constituent la contribution québécoise aux 21 000 millions que l'État canadien consacre, en cette seule année 2012, à son budget militaire, un budget en proportion plus élevé aujourd'hui qu'au moment de la guerre froide, un budget qui se situe au 12^e rang mondial, un budget qui représente 10 fois le budget alloué à l'environnement, un budget qui prévoit l'ouverture de sept bases militaires canadiennes à l'étranger, un budget qui prévoit l'achat de 65 avions F-35 au coût unitaire de 462 millions de dollars, un budget militaire expansionniste que les deux tiers des Québécois, selon toutes les enquêtes d'opinion, désapprouvent.

Méditons un instant sur ce fait : le coût d'achat de deux seuls F-35 équivaut à la somme nécessaire pour instaurer la gratuité scolaire dans l'ensemble du réseau universitaire québécois.

Nul besoin donc de taxer davantage la classe moyenne pour instaurer, sinon la gratuité, du moins un moratoire sur la hausse des droits de scolarité. Le problème n'est absolument pas un problème de ressources financières collectives mais un problème de choix politiques dans l'utilisation des impôts et des taxes perçus au Québec.

Or, à de rares exceptions près, dont un texte signé par Gilbert Paquette et quelques autres membres des IPSO [3] dans *Le Devoir* et une manifestation tenue par le réseau Cap sur l'indépendance, deux interventions qui n'ont eu malheureusement que peu de retombées, il ne s'est trouvé aucun leader des partis dits souverainistes pour soulever cette dimension essentielle de la crise sociale que nous traversons.

Œillères provincialistes vous disais-je mais aussi électoralisme à courte vue. Les élections s'en viennent : l'important, n'est-ce pas, c'est de critiquer Jean Charest pour gagner quelques votes.

Et c'est ainsi que nous sommes en train de rater une formidable occasion de faire le lien entre la crise sociale que nous traversons et la question nationale, d'élargir les horizons de nos débats démocratiques, d'accroître la conscience nationale de notre peuple et de progresser sur le chemin de notre indépendance politique.

Ainsi va la vie dans notre « belle province », du latin provincia qui signifie, je regrette de devoir nous le rappeler, « pays des vaincus ».

Pierre Graveline

P.-S.

* <http://www.lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=3825>

Notes

[1] Respectivement, dirigeants du Parti Québécois, de la Coalition Avenir Québec, de Québec

solidaire, et d'Option nationale.

[2] Collèges d'enseignement générale et professionnelle.

[3] Les Intellectuels pour la souveraineté